



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Cinq-propositions-pour-remettre-l-education-sur-ses-rails>

Cinq propositions pour remettre l'éducation sur ses rails

- Politique québécoise - Éducation -



En marge de la consultation du ministre de l'Éducation, plusieurs médias, dont le Devoir, ont publié des articles sur l'éducation.

Il est en effet urgent de mener une profonde réflexion sur le système scolaire québécois et la mission de l'école québécoise. Après avoir passé plus de quarante ans de notre vie dans divers ordres d'enseignement, du secondaire à l'universitaire, nous avons lu et entendu tant de propos qu'il est presque gênant d'en ajouter. Mais... il y a péril en la demeure.

Aussi jugeons-nous nécessaire de participer au débat en soumettant cinq propositions.

1) Comme l'évoquent les textes de C. Lessard (ex-président du Conseil supérieur de l'éducation) et de L. Bissonnette (journaliste et ex-directrice de la Grande Bibliothèque) parus dans Le Devoir, il faut réaffirmer les finalités historiques de l'instruction publique : instruire au sens de former l'esprit des jeunes, ce qui est nécessairement leur transmettre des connaissances, des idées et valeurs ancrées sociohistoriquement depuis des siècles, donc les armer de connaissances pour comprendre le monde et être capable d'esprit critique par rapport aux idéologies dominantes, comme le disait Condorcet. Foin donc de l'absurde trilogie néolibérale du MELS où sont juxtaposés instruire, socialiser, qualifier, car à l'école, la socialisation passe par l'instruction. Quant à qualifier, ce n'est pas la mission de la formation générale, mais plutôt celle de la formation professionnelle.

2) En finir avec l'apartheid scolaire, donc cesser le financement public des écoles privées et refuser la sélection sociale par les filières d'élite dans le public, tendre vers la plus grande mixité sociale et culturelle. Le problème le plus patent de l'école québécoise n'est pas principalement le manque de ressources financières et matérielles et de personnel qualifié (même si cela est réel), mais celui de la profonde inégalité de leur distribution.

3) Reconnaître le travail des enseignant-e-s en augmentant leur autonomie professionnelle, leur reconnaissance sociale et leur salaire ; en revanche, l'obligation d'une formation continue pertinente et de qualité (comme c'est le cas pour les psychologues), car on ne sait pas tout en quittant l'université et les recherches qui doivent alimenter notre réflexion et notre action se poursuivent.

4) Pour cela, mettre un terme aux quotas démesurément élevés d'admission dans les programmes de formation à l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire, qui permettent d'admettre des candidat-e-s au dossier scolaire médiocre et qui condamnent à la précarité des milliers de bacheliers depuis plus de dix ans et, du même coup, rehausser les critères d'admission dans ces programmes.

En fait, ne choisir que les candidat-e-s qui ont déjà, à leur entrée à l'université, comme motivation première le désir d'apprendre et de réfléchir aux savoirs à transmettre et aux compétences à développer ; le dossier scolaire dont témoigne la cote R du cégep, s'il est un indicateur, ne suffit pas : il devrait y avoir une sélection à la suite, entre autres, d'une entrevue qualitative (comme cela se fait en médecine).

Dans la formation des maîtres, redonner une place prépondérante aux savoirs et aux savoirs faire (comme la lecture et l'écriture qui ne sont pas au sens strict des savoirs, mais plutôt des savoirs faire qui font appel à des savoirs sur la langue et les textes).

5) Refuser d'entonner la litanie ministérielle de réussite scolaire et d'avoir recours à la notion d'excellence en éducation (notions managériales jamais définies, basées sur la compétition et utilisées à toutes les sauces), en lieu

et place d'une réflexion sur les causes et les solutions aux problèmes du système d'éducation, qui ne datent pas d'hier.

Nous ne sommes pas dupes, le gouvernement et la majorité des institutions sociales n'iront pas dans ce sens, chacun protégeant son pouvoir et ses privilèges. Dommage ! À moins que les intellectuel-le-s de ce pays n'aient un sursaut de courage et qu'une mobilisation citoyenne n'ose remettre en cause le discours ambiant dans la pseudo-société du savoir.

Retraité-e-s de l'enseignement :

Suzanne-G. Chartrand (U. Laval), André Leblanc (Cégep du Vieux-Montréal), Jacques Lecavalier (U. Sherbrooke), Marie-France Maranda (U. Laval) et Marie-Christine Paret (U. Montréal)